**INTRODUCTION A L’ECONOMIE :**

**Les orientations générales :**

L’enseignement de l’économie vise l’acquisition de connaissances et la maitrise d’outils méthodologiques destinés à permettre aux étudiants de développer une réflexion structurée sur les problèmes économiques contemporains abordés dans le cadre du programme . Le programme d’économie poursuit deux objectifs principaux :

* Apporter les références théoriques nécessaires au développement d’une culture générale dans le domaine économique , permettant de comprendre les grandes questions économiques contemporaines .
* Développer des compétences d’argumentation , d’analyse et de synthèse dans leur traitement .

L’enseignement d’économie doit permettre à l’étudiant :

* De maitriser les bases conceptuelles de l’analyse économique .
* D’appréhender la diversité des modèles explicatifs.
* D’exercer une réflexion citrique sur certaines des grandes questions économiques actuelles .
* De comprendre et d’exploiter une documentation économique diversifiée .

**A/ LES COURS DE L’ECONOMIE DE MARCHE :**

Ce cours propose aux étudiants une vision globale et dynamique des principaux flux du système économique contemporain . La présentation globale des marchés conduit à en analyser le fonctionnement général en insistant notamment sur le rôle du système des prix . L’étude des différentes formes de concurrence sur les marchés justifie l’analyse des propriétés d’une économie concurrentielle au regard desquelles la présentation des structures de marché et des stratégies industrielles des firmes prend tout son sens . Le fonctionnement de l’économie de marché rencontre toutefois des limites dues notamment à certains comportements anticoncurrentiels et aux déficiences de marché . Enfin , l’étude des spécificités d’un marché comme le marché du travail permet d’illustrer plus correctement les concepts mis en place , notamment à travers l’étude des modalités de la fixation du salaire .

La présentation des agents est l’occasion de décrire leurs fonctions économiques principales : l’arbitrage entre consommation et épargne pour les ménages , la production de biens et services et l’investissement pour les entreprises , le crédit pour les banques , le financement des dépenses publiques pour l’état .

Le constat que les agents entrent dans des relations d’échanges sur des marchés donne l’occasion d’en établir une typologie simple selon leurs caractéristique propres .

La présentation des principaux équilibres entre les différents agrégats permet de montrer la complémentarité des flux de production , de revenus et de dépenses .L’importance de de l’ouverture économique et financière d’une économie comme celle de ‘Algérie pourra être illustrée à partir de données statistiques . Le marché est décrit comme un lieu de rencontre entre les intérêts des offreurs et les intérêts des demandeurs sur lequel se forme une solution d’équilibre satisfaisant les parties à l’échange . Les comportements dont on étudiera les causes et les effets . La loi de l’offre et de la demande peut être illustrée par de nombreux exemples tirés de marchés réels. On pourra aussi mettre en évidence les effets de la réglementation de certains marchés de biens ou de services (plafonnement du nombre d’offreurs, fixation d’un prix plancher ou d’un prix plafond).

Le fonctionnement d’une économie concurrentielle permet, en principe, la coordination entre les différents projets individuels , une allocation optimale des ressources entre les différents emplois possibles et enfin s’analyse comme un processus dynamique de découvertes mutuelles . La présentation des structures de marché permet de mettre en relation le nombre d’acteurs et la taille minimale requise sur les différents marchés .Elle place les firmes au cœur de l’analyse du fonctionnement des marchés et permet d’appréhender les formes de leur compétitivité . Elle invite aussi à expliquer les ressorts de la dynamique des opération de concentration et à en dresser le bilan économique .

Les déficiences de marché sont l’occasion de caractériser les différentes causes de la mise en échec du système des prix pour guider correctement les agents dans leurs décisions économiques. Les effets externes positifs et négatifs , le cas des activités de production à rendements à l’échelle quasi infinis ( monopole naturel ) sont analysée au travers d’exemples . Les problèmes causés par les situations d’échanges en information imparfaite sont vus de façon concrète et appliquée au fonctionnement des principaux marchés : le marché des biens et services , mais également le marché du travail .

Les stratégies anticoncurrentielles des firmes sont illustrées à partir d’exemples réels d’ententes illicites et d’abus de position dominante afin de permettre l’analyse de leur cout en terme de bien être .Le fonctionnement du marché du travail invite à examiner les déterminants de l’offre et de la demande de travail , à analyser les flux d’entrée et de sortie sur le marché du travail ainsi que les conditions de la formation du salaire .

**B- LES CONDITIONS DE LA CROISSANCE** :

La formation de la valeur produite est le résultat d’une offre de facteurs et de leur combinaison plus ou moins efficiente. Les différents facteurs mobilisés sont étudiés sous leurs aspects quantitatifs et qualitatifs, mais aussi dynamiques, notamment pour l’accumulation du capital dont on étudie les principaux déterminants. L’analyse du choix de la combinaison de facteurs permet d’identifier leur propriété de substituabilité plus ou moins parfaite et de mesurer les résultats obtenus à travers la notion de productivité.

L’étude de la croissance justifie une analyse de l’évaluation de la valeur produite par des agrégats comme le produit intérieur brut, mesuré au niveau d’un pays ou rapporté à la population ou par tête. Il sera pertinent de la compléter par l’interprétation de séries temporelles de données chiffrées concernant divers pays dont la France, qui n’est qu’une référence privilégiée parmi d’autres.

L’analyse des facteurs de la croissance est réalisée à deux niveaux complémentaires . À court terme, la croissance est soutenue par les facteurs de demande. Il est possible de raisonner à partir des analyses produites par les conjoncturistes et du tableau emplois et ressources de l’économie nationale. A long terme, la croissance est limitée par les facteurs d’offre et par le niveau de croissance potentielle de l’économie. A ce stade de l’analyse, on privilégie l’étude empirique des déterminants de la croissance pour mettre en évidence le fait que, selon les pays et les périodes, la croissance s’avère plus ou moins économe en facteurs. La mise en évidence du rôle prépondérant du progrès technique, notamment dans des pays développés, conduit à s’interroger sur son origine, endogène ou exogène.

Dans une économie dynamique, l’autofinancement ne suffit généralement pas pour atteindre le niveau d’activité anticipé par les agents. Ces derniers doivent donc opter pour un financement sur le marché du crédit bancaire ou pour un financement sur les marchés financiers. Le crédit bancaire est l’occasion de présenter le rôle des banques et le fonctionnement du marché du crédit. Le marché financier est présenté ici comme le marché sur lequel s’échange des titres (actions, obligations), ce qui exclut du champ de l’étude le marché des changes. L’objectif est de montrer la capacité du système de financement à remplir sa fonction d’allocation des ressources entre les investisseurs et les prêteurs.

L’étude de la formation et du rôle des prix sur les marchés financiers (cours et taux) est l’occasion d’aborder l’origine des fluctuations et des crises boursières. On mettra notamment en évidence le rôle déterminant des anticipations.

Enfin, ce cours doit permettre aux étudiants d’analyser les effets de la croissance sur le bien-être, individuel et collectif, présent et futur et de raisonner sur des perspectives de développement alternatif.

**C. LA JUSTIFICATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES**

Ce cours positionne l’action publique dans une économie de marché. Il en présente les moyens, les formes et les effets en mettant en évidence les raison qui fondent l’intervention publique. Les différents acteurs politiques publiques y sont évoqués : Etat central, collectivités locales, administrations de sécurité social, autorités de régulation et institutions européennes.

Les moyens de l’action publique proviennent des prélèvements obligatoires et sont employés pour servir trois finalités principales : la correction des inefficacités de marché dans l’allocation des ressources, la redistribution des revenus et enfin la régulation de l’activité économique.

L’action des autorités publiques contribue tout d’abord à améliorer le fonctionnement d’une économie concurrentielle en établissant des règles et en faisant respecter par les différents agents. Quand le fonctionnement libre des marchés ne permet pas d’atteindre un optimum, les pouvoirs publics interviennent directement dans l’allocation des ressources : l’intervention dans le système productif prend la forme de la politique industrielle, de la politique de la concurrence ou encore de l’Etat qui s’exprime notamment par les privatisations et la déréglementation des marchés, introduit la question des fondements économiques et sociaux de cette intervention : rendements croissants, indivisibilité de la demande ou de l’offre, attractivité du territoire, objectifs de cohésion social et d’aménagement du territoire, etc.

Il convient de mettre en valeur le rôle des pouvoirs publics dans les situations oὺ les choix des acteurs créent des effets externes positifs ou négatifs sur la collectivité, ignorés ou insuffisamment pris en compte par le système des prix, avec des illustrations tirées de l’actualité : nuisances en termes de pollution, effet positifs sur le niveau général de formation, etc. L’intervention de l’Etat peut prendre plusieurs formes : l’action réglementaire et fiscale, le recours à des autorités de régulation indépendantes ou encore la création de nouveaux marchés, comme par exemple celui de permis de polluer.

**D. L’INTERNATIONALISATION DES ECONOMIES**

Ce cours dresse le cadre général de la mondialisation commerciale et financière. Il présente les grandes caractéristiques des échanges internationaux de biens et services ainsi que la diversité des arrangements commerciaux entre pays. L’étude de la mobilité internationale du capital permet de décrire les formes et les motivations de l’internationalisation du système productif et de montrer le rôle du système financier international dans le financement de l’activité.

La construction européenne est étudiée à travers son objectif d’intégration en mettant l’accent sur l’originalité des dispositifs de politique économique.

Les principaux effets de la mondialisation sur les économies développées et sur les économies en développement sont analysés.

Le développement du commerce international est une tendance forte et récente : l’évolution des flux commerciaux est abordée pour mettre en valeur leur dynamisme, leur orientation sectorielle et géographique. Les tendances contemporaines pourront être illustrées avec des sources documentaires multiples.

Le libre-échange s’est développé en même temps que les demandes de protection et le recours à des formes divers de barrières aux échanges. La réalité des pratiques protectionnistes et les arguments théoriques en faveur du libre échange sont confrontés et analysés.

Le commerce international s’est développé de pair avec accord (GATT/OMC) qui ont permis de définir des principes, d’organiser la coopération, de fixer les règles, et de veiller à leur application.

On insiste sur le fait que les règles du commerce international prévoient des dérogations, notamment celle régir les accords bilatéraux et régionaux. Leur étude conduit à poser la question de la compatibilité de ces arrangements régionaux avec du multilatéralisme défendu par l’OMC.

Les stratégies d’internationalisation des firmes prennent des formes diverses : exportations, IDE, délocalisation, accord de coopération et de sous-traitance. Elles sont motivées par de nombreux facteurs qu’il convient de présenter dans leur interdépendance.

La mondialisation s’accompagne d’effets réels ou redoutés sur les économies des pays développés et en développement, ainsi que sur leur population. Il convient de les mesurer avec les outils de l’analyse économique. Seront privilégiés les effets de la mondialisation sur les systèmes productifs (notamment en termes de choix de spécialisation, d’industrialisation), sur le marché du travail et la distribution des richesses, sur les nouveaux rôles de l’Etat et enfin sur la question de la convergence économique des nations.